

Questions orales

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, je fais remarquer au député que tous les membres du gouvernement s'intéressent très activement et très fortement à la conjoncture économique. Ce souci n'est pas particulier à un ministre. Nous le partageons tous.

Nous essayons de maintenir l'équilibre entre le besoin évident de restrictions budgétaires et la nécessité de continuer à stimuler les secteurs de l'économie les plus stagnants. Tout cela revient au principe qu'a le gouvernement de donner de l'aide à ceux qui en ont le plus besoin. A cet égard, je signale au député comme je l'ai fait tant de fois auparavant, que c'est le gouvernement actuel qui a rétabli le programme de création directe d'emplois que son gouvernement avait annulé. Ces programmes valent aujourd'hui à 40,000 Canadiens des emplois dont ils auraient été privés par les mesures que son gouvernement a prises quant il était au pouvoir.

* * *

● (1420)

L'AGRICULTURE**LE SONDAGE SUR LA SITUATION DU SECTEUR AGRICOLE**

M. G. M. Gurbin (Bruce-Grey): Madame le Président, je voudrais interroger le ministre de l'Agriculture. Comme il le sait sans doute, alors que se profile à l'horizon la crise du chômage dont a parlé mon collègue de Calgary-Ouest, quelque trois millions d'emplois dépendent de l'agriculture au Canada. Il sait sûrement aussi que selon un sondage qu'il a fait faire récemment, 48 p. 100 du secteur agricole semblent être en difficulté. Ce fait a été dénoncé dans des milliers et des milliers de lettres envoyées au premier ministre. D'aucuns disent qu'il n'y a que 1 p. 100 du secteur agricole qui est en difficulté. Selon le ministre, quel est le pourcentage exact? Quel message a-t-il transmis à ses collègues du cabinet? A quelles mesures immédiates peut-on s'attendre?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, nous nous sommes servis d'un sondage éclair effectué par nos propres collaborateurs. En outre, nous nous fondons sur les états financiers précis que l'on nous a fait parvenir. Nous avons reçu des milliers de lettres-type. Après vérification, toutefois, nous avons constaté qu'un grand nombre de nos correspondants voulaient simplement manifester leur appui à leurs collègues en difficulté. Lorsque nous leur demandions quels étaient leurs problèmes financiers, ils nous répondaient qu'en tant qu'éleveurs de poulets, producteurs laitiers, et le reste, ils n'en avaient pas mais qu'ils appuyaient leurs collègues de l'industrie de la viande rouge, les éleveurs de bœuf d'abord, puis de porc. Nous nous servons de toutes ces données pour étayer les discussions que nous avons avec nos collègues que la question préoccupe.

M. Gurbin: Je ne comprends pas trop les propos du ministre, mais si je ne m'abuse, il dit qu'il ne croit pas vraiment qu'il existe un problème.

ON DEMANDE AU MINISTRE D'INTERVENIR POUR ATTÉNUER LA PRESSION DES TAUX D'INTÉRÊT

M. G. M. Gurbin (Bruce-Grey): Madame le Président, les agriculteurs canadiens sont de plus en plus inquiets en constatant l'impuissance du ministre au sein du cabinet à un moment où l'on est en butte à un gouvernement qui mène une politique de taux d'intérêt élevés, et qui souffre de colique constitutionnelle.

Des voix: Bravo!

M. Gurbin: Le gouvernement fédéral n'a rien trouvé de mieux jusqu'ici que de hausser les taux de la Société du crédit agricole à 16.75 p. 100 pour des fonds qui ne sont même pas disponibles. Le ministre promet-il à la Chambre d'atténuer immédiatement la pression que les taux d'intérêt élevés exercent sur l'agriculture?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Madame le Président, le député a lancé plusieurs accusations ou fait plusieurs allégations au sujet du nombre de personnes qui ont besoin d'aide. Il pourrait s'adresser à son bon ami le ministre de l'Agriculture de l'Ontario, qui dit que 1 p. 100 des agriculteurs seulement se heurtent à des difficultés dans cette province. Je conteste ce chiffre, comme lui, je crois. Nous nous sommes rendus compte qu'une proportion élevée d'entre eux—47 p. 100 dans certaines régions de l'Ontario et du Canada—se trouvent aux prises avec de graves difficultés financières. Ce sont les gens que nous voulons aider.

Je dois ajouter que le député a fait de bonnes recommandations. Mais il a mentionné certaines discussions qui se poursuivent au sujet de la Constitution, et son cerveau est peut-être engourdi quand il parle des questions prioritaires pour l'économie et des discussions qui ont lieu aujourd'hui entre les premiers ministres provinciaux et le premier ministre du Canada.

* * *

LE CABINET**L'UTILISATION DES AVIONS DU GOUVERNEMENT PAR LES MINISTRES**

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, j'ai une question pour le vice-premier ministre et ministre des Finances. Vers la fin de la semaine dernière, à Toronto, à l'occasion d'un dîner libéral à \$175 le couvert, le premier ministre a exhorté les Canadiens à faire preuve de modération, ajoutant que le parti libéral était un parti de partage et de compassion.

Mlle MacDonald: Entre eux.

M. Broadbent: Étant donné que des milliers de familles canadiennes sont en train de perdre leur maison, que les cultivateurs connaissent de graves difficultés et que les hommes d'affaires courent à la ruine, le ministre peut-il nous dire pourquoi trois ministres du cabinet fédéral se sont rendus à Winnipeg à bord de trois avions à réaction, dépensant ainsi plus de \$30,000 pour le carburant seulement.